



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 14 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 février 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

centre VHU sis

5 route de Chardonchamp
86440 Migné-Auxances

Référence : 2025 232 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0007203389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 février 2025 dans l'établissement Moreau C. implanté 5 route de Chardonchamp 86440 Migné-Auxances. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 5 route de Chardonchamp 86440 Migné-Auxances
- Code AIOT : 0007203389
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation d'exploiter cette casse automobile sur la commune de Migné-Auxances a été accordée en 2002, l'agrément a été délivré en septembre 2006 puis renouvelé en 2012 et en 2018. Le classement de l'établissement a été actualisé par l'arrêté préfectoral n° 2018-DCPPAT/BE-232 du 13 décembre 2018, modifié le 3 janvier 2019 par l'arrêté préfectoral n° 2019-DCPPAT/BE-005.

L'inspection est diligentée en raison de la survenue d'un incendie, le 13 février 2025, en fin d'après-midi.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement, article R.512-69	Mesures d'urgence	15 jours
2	Mesures d'urgence	Code de l'environnement, article L. 512-20	Mesures d'urgence	1 jour
3	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose un arrêté de mesures d'urgence afin que soient notamment mis en œuvre :

- des prélèvements conservatoires, hors site ;
- un diagnostic environnemental et sanitaire, sur et hors site ;
- l'évacuation des déchets dans des installations dûment autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle de sévérités nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant précise la chronologie de l'évènement : Vers 17h00, l'opérateur était en train de percer un réservoir d'essence avec une perceuse pneumatique, qui s'est coincée. Lors du dégagement de l'outil, il y a eu contact avec l'essieu métallique, produisant des étincelles et le départ d'incendie. L'exploitant souligne que l'incendie s'est propagé très rapidement malgré l'usage de 6 extincteurs.</p>

Les services de secours sont arrivés sur site vers 17h30.

Le feu a été circonscrit aux alentours de 21h00, le feu impactant alors le seul entrepôt. L'incendie s'est poursuivi jusqu'à environ 23h00.

L'exploitant indique que, au regard de la propagation très rapide des flammes, les trois vannes de confinement n'ont pu être manœuvrées.

Ainsi, les eaux d'extinction d'incendie ont été rejetées :

- au nord (zone de stockage des VHU dépollués), dans le bassin d'infiltration après transit par le séparateur hydrocarbures ;
- dans le puisard dédié au recueil des eaux issues des toitures ;
- au sud (zone de stockage des VHU en attente de dépollution), dans le puisard après transit par le séparateur hydrocarbures.

En outre, une partie des eaux d'extinction a été rejetée dans le caniveau le long de la route de chardonchamp aboutissant dans un fossé puis dans un champ, en aval hydraulique de l'avaloir localisé à cent mètres, à l'est, de l'entrée du site de l'exploitant.

Il est constaté que de nombreux déchets (VHU, pneus, pièces automobiles) ont été calcinés, représentant des centaines de mètres cubes. Seule la zone nord, dédiée au stockage des VHU dépollués, a été en partie préservée.

Les bâtiments et équipements ont été entièrement détruits par les flammes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rapport d'incident au format de la fiche BARPI avec l'ensemble des éléments d'appréciation, doit être fourni dans un délai maximal de 15 jours.

Le fichier est disponible sous :

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

N° 2 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/02/2025, article L. 512-20

Thème(s) : Risques accidentels, proposition d'acte

Prescription contrôlée :

En vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités.

Constats :

Le sinistre a donné lieu à un important dégagement de fumées pendant plusieurs heures. Il y a lieu de noter cependant que, selon les données disponibles sur le site internet « infoclimat », le vent était alors orienté en direction du sud-ouest, préservant ainsi la zone pavillonnaire au nord du site d'un fort impact en terme de retombées atmosphériques.

De même, les 3 stations de mesures d'Atmo Nouvelle-Aquitaine à Poitiers n'ont pas détecté de pic de polluants atmosphériques.

En outre, les eaux d'extinction d'incendie ont été rejetées dans les sols :

- sur site, dans les deux puits et le bassin d'infiltration ;
- hors site, dans un fossé et un champ de l'autre côté de la voirie, à quelques dizaines de mètres à l'est de l'entrée.

Les déchets sont à évacuer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un arrêté préfectoral de mesure d'urgence (APMU) est proposé en vue de :

- produire un rapport d'accident tel que prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement ;
- réaliser des prélèvements conservatoires (sols et végétaux) dans la zone pavillonnaire au nord du site et dans le fossé et le champ, au sud-est du site, de l'autre côté de la voirie ;
- évacuer les déchets dans des installations dûment autorisées ;
- réaliser un diagnostic sur l'impact environnemental (notamment dans les sols) et sanitaire ;
- subordonner la remise en service des activités à la production d'un dossier attestant de la remise en état de l'installation conformément aux attendus réglementaires ;
- s'assurer que les moyens de lutte contre l'incendie sont adaptés aux activités réalisées sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 2 jours

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.

Constats :

De nombreux déchets (VHU, pneus, pièces automobiles...) ont été calcinés. Seule la zone nord, dédiée au stockage des VHU dépollués, a été en partie préservée.

Les bâtiments ont été entièrement détruits par les flammes.

Comme précisé au point de contrôle n°1, les eaux d'extinction d'incendie n'ont pas pu être confinées sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, dans les meilleurs délais, les bordereaux de suivi des déchets :

- VHU ;
- boues des séparateurs ;
- matériaux issus des bâtiments à démanteler.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois